



FEUILLE DE ROUTE DES PROPOSITIONS DU RAPPORT

Le tableau suivant présente la feuille de route des 15 propositions qui sont contenues dans le présent rapport.

Afin de faciliter le plus possible la lecture, cette feuille de route est présentée sous la forme d'un tableau qui fait état, en fonction du calendrier d'adoption des propositions, du contenu synthétique de chacune d'entre elles (et de leur thème de rattachement) ainsi que du ou des niveaux d'action pertinents supposant leur mise en œuvre.

S'agissant des mesures relevant du niveau législatif national, il convient de préciser que certaines pourront figurer dans un projet de loi de finances (ceux pour 2019 et 2020, en l'occurrence), tandis que d'autres devront être inscrites dans des projets de loi ordinaires en raison du champ des lois de finances. En fonction des thèmes, certains textes peuvent déjà être identifiés, d'autres supposeront un autre véhicule à déterminer.

FEUILLE DE ROUTE CHRONOLOGIQUE DES PROPOSITIONS

Numéro de la proposition	Thème de la proposition	Objet synthétique de la proposition	Niveau d'action	Mise en œuvre
10.1.	Paradis fiscaux	Élargir la notion de pays à régime fiscal privilégié (en relevant de 50 % à 60 % de l'imposition française le seuil sous lequel un tel régime est constaté).	France (mesure législative)	Projet de loi relatif à la lutte contre la fraude ou PLF 2019
10.3	Paradis fiscaux	Étendre l'application du régime des sociétés étrangères contrôlées aux ETNC	France (mesure législative)	
12	Évaluation	Évaluation exhaustive annuelle des outils fiscaux contre les comportements d'évitement et des pistes d'amélioration..	France (mesure législative ; évaluation du Gouvernement)	
4	Attractivité de la France	Régime fiscal des revenus de la propriété intellectuelle : garantir l'attractivité de la France et le soutien aux entreprises, particulièrement les	France (mesure législative ; étude du Gouvernement)	PLF 2019

		PME prometteuses, réfléchir à l'inclusion des logiciels et réaliser une étude comparée des régimes similaires dans l'UE.		
6	Renforcer les outils anti-abus	Assouplir l'abus de droit et clarifier l'articulation des différentes clauses anti-abus.	France (mesure législative)	
10.2.	Paradis fiscaux	Durcir les conditions de déductibilité des charges logées dans les pays à régime fiscal privilégié.	France (mesure législative)	
10.4.	Paradis fiscaux	Durcir les conditions de déductibilité des intérêts servis à une entreprise étrangère (en relevant de 25 % à 30 % de l'imposition française le niveau d'imposition exigé).	France (mesure législative)	
14	Modernisation de l'administration	Développer les mobilités sortantes et entrantes de l'administration fiscale pour renforcer l'expertise et la richesse des parcours.	France (mesures législatives et réglementaires)	2019 Texte sur la fonction publique
7	Transparence	Ouvrir la publicité de la déclaration pays par pays en France : – rendre publique la déclaration pays par pays s'agissant des implantations dans les ETNC ; – réfléchir à une transmission des déclarations aux journalistes et ONG accrédités.	France (mesure législative)	2019 Texte législatif approprié
8	Transparence	Ouvrir le registre des trusts à toute personne justifiant d'un intérêt légitime.	France (mesure législative)	
5	Attractivité de la France	Renforcer les services chargés des rescrits et des accords préalables à travers une nouvelle organisation administrative.	France (mesure réglementaire)	2019
11	Évaluation	Mettre en place un groupe de travail mixte	France	

		pour aboutir à une méthode d'évaluation fiable des comportements d'évitement fiscal, et systématiser l'évaluation annuelle de ces comportements.		
13	Prix de transfert	Réfléchir à une évolution législative de l'article 57 sur les prix de transfert au delà d'un enrichissement de ses commentaires et d'un renvoi aux travaux de l'OCDE, accompagner l'administration dans l'emploi de la méthode du partage des bénéfices et mettre en place une « charte des prix de transferts » opposable.	France (mesures réglementaire ; actions de formation)	
1.1	Numérisation de l'économie	Si succès sur les projets « ACCIS » et « paquet numérique » : – limiter l'application de la TSN à deux ans pour inciter à aboutir sur l'ESV ; – imputer sur l'IS le montant de la TSN ; – évaluer exhaustivement les impacts du projet « ACCIS ».	UE (et à terme, OCDE sur l'ESV)	
7	Transparence	Soutenir la publicité de la déclaration pays par pays des entreprises à l'échelle de l'UE	UE	
9	Paradis fiscaux	Engager une réflexion au sein de l'UE pour accompagner la transition des modèles des États membres susceptibles d'être qualifiés de paradis fiscaux	UE	
1.2	Numérisation de l'économie	Si enlèvement des projets « ACCIS » et « paquet numérique » : – consacrer en droit	France (mesure législative)	PLF 2020

		français l'ESV ; – introduire une taxe anti-abus <i>ad hoc</i> .		
15	Renforcement de l'association du Parlement aux négociations européennes	Prévoir que le Parlement, avant les réunions du Conseil de l'Union européenne, donne au Gouvernement un mandat politique de négociation.	UE	2019-2020
2	Numérisation de l'économie	Réflexion sur la création de valeur pour aboutir à une position européenne commune et peser dans les négociations au sein de l'OCDE.	OCDE / UE (et en amont, France)	Dès 2019 Concrétisation sur le moyen terme (2020-2021)
3	Numérisation de l'économie	Explorer de nouvelles assiettes imposables, notamment à travers le prisme environnemental.	UE (permettant d'aboutir à une proposition commune en vue de négociations ultérieures à l'OCDE)	Dès 2019 Concrétisation sur le long terme
3	Numérisation de l'économie	Réfléchir à créer au niveau européen une imposition des entreprises tierces ne respectant pas les standards minimums européens en matière environnementale, sociale, fiscale et commerciale (et définir préalablement ces standards).	UE	